

• **Novembre/Décembre 2021 • Numéro 190** •

Les Vœux de la Gauche Cactus, dans un océan d’inquiétudes

Edito : Les vœux de la Gauche cactus, dans un océan d’inquiétudes

*Par Jean-Luc Gonneau.*

*Toute l’équipe de la Gauche Cactus vous souhaite le meilleur pour 2022. Bon, d’accord, ça risque de n’être pas facile, mais commencez par faire la fête, aussi modeste soit-elle, même si nous savons que certains en seront exclus, par l’isolement que notre société encourage, par le dénuement que la générosité de beaucoup ne suffit pas à combattre. Et puis lisez, des livres surtout, de la littérature surtout. Allez au cinéma, aux concerts, au théâtre, si vous le pouvez. Aimez, d’amour ou d’amitié. Profitez, autant que possible, de ce qu’on nomme bien injustement les «petits plaisirs de la vie», conversations, promenades, pensées, qui ne coûtent rien ou si peu. Engagez-vous, beaucoup ou un peu, soutenez les causes justes, ne serait-ce que moralement. Et ne manquez aucune occasion de rire ou de sourire : on a beau dire que l’humour est la politesse du désespoir, ça aide quand même.*

*Nous savons, en partie, ce qui nous attend en 2022. Le réchauffement climatique continuera de produire ses effets, tornades, inondations, sécheresse, toutes mères de «déplacements de populations», dont les pays du sud subiront les vagues, et dont l’écume frappera à nos portes, que nos dirigeants s’obstineront à fermer davantage, faute d’initiative, par crainte de sondages défavorables ou de discours alarmistes et infondés, ou simplement manque d’humanité, enfermés qu’ils sont dans une bulle, qu’on pourrait qualifier de «noblesse d’Etat», tout aussi soucieuse de ses privilèges que l’ancienne aristocratie, et ayant remplacé le souci de la « belle langue » un brin chantournée de celle-ci par le sabir mi-twitter mi-excel qui sied à toute «standuppenachione».*

*Nous savons qu’il y aura, sauf coup de théâtre (mais le très mauvais acteur, malgré les cours de son épouse que nous avons comme président n’aura pas le toupet de le supprimer, n’est pas Jupiter qui veut) une élection présidentielle qui ne présage rien de bon pour le pays. Certes, nous n’avons comme présage que des sondages qui n’ont jamais fait la preuve de leur fiabilité. Ils se gourent souvent certes, mais pour le coup, constater une gauche à 25% toutes candidatures confondues, et il y en a pléthore, il faudrait une erreur maousse pour qu’on puisse même envisager une présence de la gauche au deuxième tour comme un miracle que même le pape François, déjà assez embêté avec ses curés fans de jeunesses, n’oserait demander à son patron d’intercéder. Bref, la perspective d’un arrangement entre les différents protagonistes « de gauche » (on mets les guillemets car pour certains le doute existe) est un bien mince espoir. Mais comme l’espoir, dit-on, fait vivre, alors attendons un peu ? Notre numéro de janvier par exemple. En attendant, bonnes fêtes, si vous avez le cœur à ça. Et ayez-le, bon sang, la vie va continuer, et elle peut, un jour, être plus belle.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Nous ne voulons pas de votre mesure.** Poursuivant sa réflexion sur le corps, le poète et essayiste antillais, **Monchoachi** nous propose un texte, vibrant, ardent sur le rôle qu’il joue dans les mouvements sociaux qui secouent les Antilles. Un rôle évidemment incompris, ignoré par le pouvoir métropolitain. Un bel exemple de criolisation, qui semble beaucoup intéresser, entre autres, Jean-Luc Mélenchon.

La duplicité des vieux fossiles Une analyse implacable par Yann Fiévet des causes  de l’échec du récent COP 26 de Glasgow, consacrant l’impuissance, consentie, des Etats à considérer sérieusement les conséquences du réchauffement climatique.

Migrants, Biélorussie, Pologne, et hypocrisie généralisée La tragique situation de milliers de migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne est envenimée par des enjeux géopolitiques complexes, où l’hypocrisie des parties en présence est générale. L’Union européenne y a sa part, peu glorieuse et fort éloignée de ses principes. L’historien Pierre Guerlain nous explique tout ça.

**Chroniques du règne de Manu 1er, dit l’Eploré** Une nouvelle chronique sur le monarque, sa cour et ses ennemis par la très irrévérencieusede **Julie d’Aiglemont**, « *Chronique du quatorzième jour du mois de novembre, en l’an de très grande disgrâce vingt et un,* où il est question de confusion fort opportune, d’un oubli de circonstance et de révérences en tout genre »

Le 15 octobre, le pouvoir hexagonal s’est déballonné Le sujet est assez tragique pour que Patrice Perron mette son ironie coutumière de côté. Le 15 octobre, c’était le jour anniversaire de Samuel Paty, l’occasion de délivrer un message de tolérance, de respect pour nos enseignants. Il n’en fut rien et c’est une faute.

« La résistance au changement » : analyse critique d’un poncif L’expression est devenue une antienne des zélotes de la starteupnéchionne. En un texte court et enlevé, Sébastien Bertho met en évidence la supercherie

Comment le Président Macron a légalisé l’immense richesse illégale de l’Église Les medias nous l’ont appris : l’église catholique de France, un peu acculée, s’est résolue à indemniser les victimes des égarements de ses prêtres, sans toutefois, élémentaire prudence qu’apprennent si bien les évêques, avancer de chiffres, et précisant, prudence un jour, prudence toujours, qu’elle ne saurait s’aligner sur la générosité consentie par d’autres pays touchés par ce fléau. Charles Arambourou, toujours soucieux de nous rassurer, nous explique que le patrimoine de cette église a de quoi voir venir. Et que, moins rassurant, ce patrimoine a été financé de façon conséquente par les largesses consenties par l’Etat au cours du temps, celui de Macron inclus, et comment. De sorte que, nos bien chers frères, nos bien chères sœurs, ce sont un peu et peut-être beaucoup, nous autres, contibuables, qui financerons les cessions éventuelles du patrimoine de l’église pour les conséquences des errements de ses serviteurs. Un joli conte de noël.

**Flux migratoires, à qui la faute ?** Comme beaucoup d’entre nous, **José Barros**, qui fut lui-même réfugié politique, est horrifié par les images montrant les victimes des tentatives de réfugiés pour fuir la faim ou la violence. Un message clair ; ce n’est jamais la faute de l’immigré. Arrêtons de prêter l’oreille à ce que prétend l’extrême-droite (mais la droite aussi, cher José) comme quoi l’appât du gain serait le moteur principal de l’immigration. Il peut certes exister pour une petite minorité. Comme pour ceux de nox\* compatriotes qui émigrent en Suisse ou en Belgique.

**Le Meilleur des iMondes** Cinquième épisode du feuilleton de **Jacques-Robert Simon,** notre scientifique de service, où son «héros» frappadingue Donald Bokanovski se mêle de de nouvelles découvertes scientifiques auprès d’une jeune chercheuse particulièrement déjantée. De l’humour à la tronçonneuse.

Et bien sur des dessins, photos ou montages glanés sur le net par Agnès Bihl, Jean-Claude Laforgue et Benoist Magnat

Nous ne voulons pas de votre mesure

*Par* ***Monchoachi***

Le corps de l'homme est le nœud : il est l'originaire, le lieu natif d'où tout se met en
mouvement et se propulse. Il est le support sur lequel tout vient se nouer. Traversé par la
parole, il est la matrice en laquelle s'articule son rapport au temps, à l'espace et à la terre. Il
est l'ultime où tout se joue. Il ne faut donc pas s'étonner qu'à chaque phase importante de
l'évolution du monde, le corps constituât l'enjeu majeur, la mise décisive.

Déjà le christianisme, avec le génie particulier qui est le sien avait à juste titre saisi
ce qu'a de véritablement crucial le corps. Il s'en est d'emblée emparé comme emblème;
mais un emblème chargé d'ambigüité puisqu'il s'agit d'un corps martyrisé, châtié. Il l'a
ensuite, de nouveau en toute ambigüité, métamorphosé en corpus dei (corps de dieu), ce
qui constitue pour le moins une manière de l'absenter car le dieu de la religion de l'Unique
n'a pas de corps, autrement dit: ou wèy, ou pa wèy, disparèt' pran-y. Toutefois, l'exhibition du
corps de Jésus, complaisamment orchestrée tout au long par l'art occidental du Moyen-
âge, permettait par ailleurs au christianisme d'étendre son emprise à toute la terre, en
particulier à la terre dite "païenne" (en laquelle, ne l'oublions pas, l'Europe du Moyen-âge
se trouve incluse); autrement dit, d'étendre son emprise partout là où le corps est
incontournable comme axe accordant l'homme au monde.

Une terre vide?

Dans le prolongement de la religion, la science-technique. En dépit de quelques
démêlés initiaux entre l'une et l'autre, la science-technique va prendre le relais de la
religion, substituant sa "certitude" à la "vérité" religieuse...pour finir par s'accommoder
l'une de l'autre en se partageant pour ainsi dire les "territoires": à l'une le ciel, à l'autre la
terre. La science-technique mettant ainsi en chemin d'enfanter une terre vide pour un ciel
vide. Car l'une comme l'autre vont finir par se nourrir du Même, à savoir, l'idée de
l'Unique. Transposée sur terre, cette idée va donner naissance à l' "Occident", traversé par
cette chimère qui l'obsède : l'idée de l'Unique en laquelle sur terre il s'escrime de
configurer "le monde" (ou plus justement : "l'immonde") et à laquelle il voudrait
conformer la manière d'être des hommes. Car l'Unique de la religion étant conçu et donc
perçu comme le "créateur de toutes choses", sa traduction calamiteuse sur terre dans la
perspective de la science-technique qui s'est emparée de tout, se retrouve toute entière
dans l'idée de pouvoir tout produire et tout reproduire, "à partir d'une formule unique", y
compris par conséquent le corps de l'homme ramené à un assemblage d'organes, ceux-ci
eux-mêmes formés de "particules élémentaires".

C'est ici qu'il convient de prendre en considération le mode d'apparition de ce qu'il
faut bien appeler une catastrophe mondiale. Que l'épidémie actuelle ait donné lieu à
l'hypothèse, voire à la claire affirmation, d'une production en laboratoire, qu'elle soit
avérée ou non, loin d'être fantaisiste, donne au contraire la parfaite mesure de ce sur quoi
nous sommes assis. Et c'est cette indication qui, quoi qu'il en soit, doit fortement retenir
notre attention quand d'aucuns voudraient la balayer d'un revers de main. Car elle est
riche en enseignements sur la nature même de cette civilisation qui aujourd'hui régit le
monde, et en laquelle nous semblons comme englués. Et nous le sommes en effet, tant les
mailles du dispositif qu'elle n'a eu de cesse de déployer, et qui est tout entier commandé
par la logique de l'Unique, se sont resserrées.

Mais l'Unique, tel le Dieu, ne se montre jamais en tant que tel: toujours voilé,
toujours paré de leurres, il se dérobe constamment de telle sorte que derrière ses voiles se dispose un monde totalitaire qui ne s'affiche jamais comme tel, mais met en scène la
démocratie et ses accessoires (humanitarisme...). Se retrouve ainsi le schéma récurrent du
"pyromane-pompier", ne faisant en réalité en ses interventions que nourrir la logique
catastrophique, ruineuse, en voulant contraindre l'homme à être cet "animal raisonnable",
si nécessaire au bon fonctionnement de ses rouages.

Une fente dans la charnière

C'est cette mesure de l'Unique qui est au cœur de la pensée et du projet de l'Occident, qui le constitue de part en part, l'oriente et l'active en chacune de ses démarches, qui se trouve mise en cause à travers la Résistance en cours en Martinique, Guadeloupe et Guyane. Résistance mémorable à plus d'un titre, car elle opère un tournant et ouvre une perspective, une claicie, une remise en cause inédite. Ce n'est pas ici seulement une forme de domination politique qui est contestée, dans ce cas précis une sorte de colonialisme attardé; ce n'est pas non plus, en sa genèse, des problèmes dits "économiques" ou dits "sociaux". En effet, la pensée occidentale depuis son origine conduit toujours sa démarche en catégorisant; cette méthode lui permet, en séparant toujours et en réduisant, de déployer son dispositif, sa grille, de façon à tout ramener à sa vision du monde, donc: Economie + Social + Politique.

Or, ici, il s'agit à proprement parler d'un avènement inouï que le contexte de l'époque dans laquelle nous sommes entrés a porté à émergence; il s'agit de rien moins qu'en un lieu-charnière, les Antilles, intérieur/extérieur de l'Occident, là où s'ouvrent les fentes, les fissures, se fasse jour un mouvement massif poussant à récuser une mainmise millénaire sur la terre entière. Car ici c'est la pensée même et le projet même formant fondement de l'Occident, sa mesure qui est récusée. Il faut savoir entendre cette parole des manifestants guadeloupéens clamant : Nou pa vlé piki azòt la (Nous ne voulons pas de votre piqûre)

Piqûre, en son étymologie, dit justement et opportunément la mesure. Et c'est cette mesure, par delà la piqûre, qui se trouve rejetée car elle est porteuse de la catastrophe, et de catastrophes à répétition; elle est ruineuse pour la terre et asservissante pour l'homme. Les formes que prennent cette Résistance ne sont pas non plus anodines : la fête et les chants qu'elle fait ressurgir portent le jeu, le deux, cela même qu'il s'agirait de réinstaurer pour sortir vraiment de cette impasse en laquelle l'Occident a échoué le monde. La parole créole a gardé et garde avec soin le deux continument en sa langue, dans le redoublement constant de ses vocables, en particulier du verbe, qui porte la verve et donc le rythme à travers ses sonorités; elle ne fait pas appel à l'imposition extérieure du sens : rhaler-mennen-vini, colé-séré, pòté-alé, tounen-viré, chapé-dégrengolé-désann, pran-kouri... elle s'anime de ses sons et chemine à travers eux et avec eux. Elle est le plus précieux guide pour nous ramener un jour à l'accordance.

Urgence terre hommes : respirer

Le jeu, et le deux indispensable au jeu, baignent l'accordance, ils en sont comme l'humeur qui l'imprègne. Aussi, est-ce en tournant le dos à ce monde en lequel le deux jouait sans cesse que l'Occident fit son apparition en tant que civilisation en tournant le dos au deux pour aller habiter une autre mesure : celle de l'Unique. L'homme enveloppé par une telle civilisation, est un homme dés-accordé, coupé de ce qui le constitue en-même par le biais de dispositifs et d'artifices: il devient ainsi connecté. Il faut laisser résonner au plus fond de son corps ces deux vocables : accordé et connecté. On ne peut manquer alors d'être envahi par le vertige montant de l'abîme qui les sépare. Il y a là tout l'abîme qui sépare un monde d'une construction totalitaire. Avec accorder se laisse entendre une vibration, allant s'ajointer à d'autres vibrations pour donner naissance à un rythme pouvant aller en s'élaborant jusqu'à composer une partition.

Dans ce cas il s'agit d'un jeu, autrement dit d'un mouvement en lequel chacun des éléments (soit dans le cas qui nous occupe présentement : la terre, le temps, l'espace et la parole) chacun préserve l'espacement qui lui est propre à l'intérieur duquel précisément il va jouer. Mais aussi, mais surtout, chacun des éléments de ce jeu est par principe et par nature, irremplaçable. Avec "connecté" se fait entendre incontestablement un bruit métallique, celui du dispositif technique. Or, le dispositif technique, lui ne joue pas, il fonctionne. Et aussi, chaque pièce du dispositif technique est remplaçable à volonté, y compris ce qu'il faut bien appeler le matériel humain, ou les "ressources humaines" ainsi dit gentiment, insérées dans ce dispositif. Et enfin, le dispositif technique peut être à tout
instant manipulé de l'extérieur.

Pour autant, entre l'accordance et la science, pourrait et devrait exister un équilibre. Mais cet équilibre ne pourrait se réaliser que sous l'égide du deux. En donnant la primauté à la danse : la danse avec le temps, en étant dans le temps, et

Et puis, il y a pour finir ce là, ce lieu-oui côté pou mailler, lacer et enlacer, côté pou marier, ce oui que Joyce a si bellement et si vertigineusement enroulé et laissé rébondir dans la merveille finale d'Ulysse, "et oui j'ai dit oui je veux bien oui". Oui, ce oui est le oui ouvert de la terre où ne se recueille que le oui de l'épousaille. La quête de l'équilibre, la quête d'une possible harmonie fait appel à la lucidité. Mais une telle lucidité ne nous est permise, il faut le dire, qu'une fois que nous sommes habités, et de part en part portés par la mesure que porte en elle la parole en tant que telle, non son substitut informatique qu'on s'active grandement et de partout à substituer au
corps. Le corps est ce que notre langue créole est parvenu à parler, et à proprement parler. Elle en a fait son art propre, sa mesure et son infini jaillissement. Soyons assurés que tant que nous gardons ce corps et le préservons, nous pouvons jouer et nous jouer de tout

Les rois du non-sens

*Glané sur le net par* ***Jean-Claude Laforgue***



**La duplicité des vieux fossiles**

*Par* ***Yann Fiéveti*** *Illustration de* ***Garnotte*** *glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

C’est entendu : Glasgow vient de vivre un énième fiasco ! De COP en COP, on repousse toujours à plus tard le moment de prendre les décisions qui pourtant s’imposent depuis longtemps. On leur préfère la signature d’engagements non contraignants proclamés pour la galerie à grand renfort de tambours et trompettes à l’instar de Laurent Fabius au sortir de la COP 21 à Paris en 2015. Cependant, à Glasgow, les tambours furent moins sonores et les trompettes commencèrent de s’étouffer. C’est que la galerie forgée en partie par les médias tenus en main par des groupes financiaro-industriels est de moins en moins encline à sacrifier aux marchés de dupes montés en épingle. Tout le monde sait désormais que le remède le plus sûr pour commencer d’enrayer le risque de l’emballement climatique consiste à maintenir dans le sous-sol les sources fossiles d’énergie. Elles ont fait la richesse du monde – certes fort mal répartie – depuis deux cent cinquante ans mais sont aujourd’hui son malheur.



Tout le monde sait cela mais les intérêts particuliers ou locaux de court terme continuent de l’emporter sur l’intérêt global de long terme.A Glasgow, les forces de la « société civile mondiale » - qui porte sans doute le plus légitimement l’intérêt global pour la défense du climat- étaient plutôt clairsemées contrairement à leur présence remarquée lors des COPS d’avant la pandémie planétaire. Elles sont toujours évidemment cantonnées à l’extérieur du périmètre du grand raout tandis que les représentants des lobbies pétroliers, gaziers et charbonniers, toujours plus nombreux, sont généreusement invités à pénétrer dans l’enceinte officielle où des décisions susceptibles de nuire à leurs mandants pourraient éventuellement être prises. Deux mondes s’affrontent qui sont décidément inconciliables : les ONG « environnementales » porteuses du monde de demain restant à construire ; les « groupes de pression » décidés à tout faire pour préserver la rente juteuse que leur garantirait la perpétuation des ressorts profonds du vieux monde. Les décideurs politiques (- qui portent fort mal leur nom – sont tiraillés entre ces deux mondes. Il en résulte une éclatante duplicité : ils promettent de renoncer, plus ou moins rapidement, à l’extraction des « fossiles » tandis que leurs actions consistent à poursuivre, en maints endroits de la planète, la fuite en avant carbonique.

A mesure que les nations diminuent leur part dans le recours aux énergies fossiles, les géants du pétrole, du gaz ou du charbon font appel à des « tribunaux d’arbitrage » leur permettant de poursuivre les Etats. Ces poursuites judiciaires sont évaluées à des milliers de milliards de dollars à l’échelle planétaire - représentant incontestablement une menace pour les éventuelles décisions prises lors des conférences sur le climat. Nombre d’accords internationaux, tels que le Traité sur la charte de l’énergie ou des traités de libre-échange, que les Etats ont bel et bien ratifiés, contiennent des mécanismes de règlement des litiges qui permettent à des entreprises et investisseurs étrangers de les poursuivre directement devant lesdits tribunaux. Les géants des énergies fossiles ont recours de manière croissante à ce type d’arbitrage pour récupérer leurs investissements et demander réparation pour leur « manque à gagner ». Le BRG (Berkeley Research Group) indique que si les États adoptent des lois destinées à limiter le réchauffement à 2°C par rapport à l’ère pré-industrielle d’ici 2050, des champs d’exploration pétrolière et gazière pourraient être l’objet de litiges à hauteur de 3 300 à 6 500 milliards de dollars et des gisements de charbon pour entre 650 et 700 milliards. Des réserves pétrolières pour un montant de 900 milliards de dollars seraient concernées dans le cas d’un scénario à +1,5°C. Précisons que les sociétés minières et du secteur de l’énergie ont une longue histoire de succès judiciaires portant sur des sommes considérables. Ainsi, en 2006, Occidental Energy avait poursuivi l’Équateur pour rupture de contrat pétrolier. Ce pays avait été condamné à verser 1,77 milliard de dollars, somme ultérieurement réduite à un milliard. D’autres affaires sont en cours : Elles concernent par exemple l’abandon du projet d’oléoduc Keystone en Amérique du Nord pour lequel le plaignant TC Energy demande 15 milliards de dollars. L’allemand Uniper exigent plus d’un milliard de dollars des Pays-Bas pour la décision de ce pays d’abandonner le recours au charbon. Uniper prétend que cette politique publique a réduit de 15 ans la durée de vie de sa centrale MPP3 située près de Rotterdam. Les nombreux pays qui acceptent directement ces procédures d’arbitrage ou y sont soumis indirectement par les traités qu’ils ont ratifiés disposent ainsi d’un opportun prétexte pour ne pas se hâter sur le chemin de l’impérieuse transition énergétique.

Au chapitre de la duplicité la France ne saurait être en reste. Son Gouvernement instruit actuellement une demande de permis pour exploiter en Lorraine le « gaz de couche », gaz enfermé dans des couches de charbon). Ce projet a été maintes fois dénoncé par des organisations et groupes citoyens mobilisés sur le terrain rejoints désormais par 66 élus locaux et parlementaires qui ont signé récemment une tribune dans la presse. Le projets émane de la Française de l’Énergie, anciennement European Gas Limited, et pourrait installer jusqu'à quatre cents puits de forage en Moselle pour exploiter ce gaz non conventionnel. L'exploitation concernerait quarante communes du département sur un territoire de 191 km² et permettrait à la Française de l'énergie, société cotée en bourse, d’extraire ce gaz jusqu’en 2040, voir au-delà, sans garantie réelle sur les conditions de cette exploitation. Ces dernières années, l’entreprise, qui détient un permis d'exploration depuis 2004, a multiplié les essais de techniques alternatives à la fracturation hydraulique, seule technique permettant l'exploitation de ce gaz non conventionnel de façon rentable, mais interdite par la loi depuis 2011. Ces essais ont tous été infructueux mais entraînent des impacts environnementaux bien réels, notamment la consommation de huit mille m3 d'eau par forage, des risques de contamination des nappes phréatiques et l'aggravation du changement climatique en raison de fuites de méthane. Emmanuel Macron se devrait, pour sauver un peu l’honneur de la France, de mettre fin au plus vite à ces aventureux chantiers. Il se targue souvent d’être un Président moderne. Pour l’heure il demeure dans le camp des vieux fossiles !

Les rois du non-sens

*Glané sur le net par* ***Jean-Claude Laforgue***



Migrants, Biélorussie, Pologne, et hypocrisie généralisée

*Par Pierre Guerlain*

La récente crise dite des migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne a donné lieu dans les médias dominants à une habituelle série de dénonciations et silences sur des points importants. Commençons par ce qui est rapporté et juste dans cette affaire : Loukaschenko le président biélorusse a bien instrumentalisé la présence de réfugiés que la Biélorussie a fait venir du Liban et du Moyen Orient par la compagnie d’aviation nationale, Belavia. Des passeurs ont fait croire à des réfugiés que leur arrivée à Minsk allait leur ouvrir les portes de l’Europe et leur ont soutiré des sommes importantes. Envoyés à la frontière avec la Pologne les réfugiés se sont heurtés à la police et aux fils de fer barbelés érigés par la Pologne. L’UE a décidé d’afficher sa solidarité avec la Pologne alors que celle-ci traite les migrants de façon inhumaine qui ne respecte en rien les fameuses «valeurs» européennes.

Les médias dominants qui vouaient la Pologne aux gémonies pour son non respect de l’État de droit et ses lois contre l’avortement et l’UE qui avait imposé une astreinte d’un million d’euros à la Pologne pour sa mise au pas de la justice se retrouvent maintenant à défendre un pays qui se comporte de façon brutale à sa frontière. Le comportement de la Pologne admiratrice de Trump n’est pas étonnant et les extrêmes droites européennes qui l’applaudissent ne se sont pas trompées : elles applaudissent un gouvernement d’extrême droite. On aurait pu attendre une position différente de la part des néolibéraux au pouvoir tant à Bruxelles qu’à Paris. Donc il faut sortir d’un cadre manichéen pour comprendre les enjeux : le cynisme cruel de la Biélorussie ne fait pas de la Pologne un État exemplaire. Au contraire, la Pologne instrumentalise cette crise à son profit non seulement vis à vis de l’UE où elle se comporte en passager clandestin (free loader) mais aussi pour faire taire les oppositions internes.

Les médias dominants accusent Poutine d’orchestrer cette crise pour s’en prendre à l’Europe et dénoncer son hypocrisie. Il est sûr que la Russie et le monde occidental sont engagés dans une sorte de guerre de propagande et que chacun rend coup pour coup. Poutine n’était cependant pas prêt à laisser la Biélorussie fermer les vannes des gazoducs car cela aurait pénalisé la Russie. On ne sait pas de source sûre si cette instrumentalisation des réfugiés a germé dans la tête de Loukaschenko ou si Poutine lui en a soufflé l’idée mais on peut penser que la folle idée de jouer avec les approvisionnements en gaz est biélorusse plutôt que russe.

Cependant le petit jeu manichéen non seulement efface les critiques vis à vis de la Pologne extrémiste mais gomme aussi les pratiques des autres pays européens. Les migrants ne sont pas bien traités à Calais ou par la Grande Bretagne et le Danemark a proposé des barrières de la honte (barbelés coupants) à la Lituanie pour qu’elle aussi cherche à se protéger des réfugiés par une barrière infranchissable. Du reste, douze pays de l’UE ont demandé à l’UE de financer des barrières anti-migrants sur le modèle dano-lituano-polonais. On le voit le problème est bien plus vaste qu’un conflit entre bons et méchants à la frontière polono-biélorusse. Le nombre de personnes et de pays problématiques s’allonge. Mais il n’est pas question pour les responsables de l’UE d’admettre que leur attitude s’éloigne des principes et valeurs constamment vantés dans les médias.

Élargissons un peu le problème. Lors d’un entretien avec la chaine de TV américaine, *Democracy Now*, le secrétaire général du conseil pour les réfugiés norvégien, Jan Egeland, parle de la situation en Afghanistan et en Iran. 60 % de la population afghane souffre de malnutrition ou de famine mais l’aide internationale pour ce pays est coupée et des avoirs gelés dans les banques occidentales. Alors que la guerre a couté plus de 2300 milliards de dollars une petite partie de cet argent pourrait éviter la famine mais les pays occidentaux voulant punir le régime des Talibans refusent l’accès aux aides qui pourraient sauver les gens ordinaires. Les Occidentaux sont complices de la famine qu’ils ont, en partie, crée. 5000 réfugiés afghans passent en Iran chaque jour. L’Iran compte déjà plus de réfugiés afghans que 30 pays européens combinés. L’Iran est lui-même soumis à des sanctions internationales et, comme pour l’Afghanistan, cela affecte ses hôpitaux qui n’ont plus accès aux médicaments.

Il y a là un crime contre l’humanité et aussi une grande preuve d’hypocrisie des dirigeants européens qui se focalisent sur un indéniable cynisme meurtrier de la part de la Biélorussie, peut-être encouragé par la Russie, mais oublient leurs propres agissements ailleurs dans le monde. Il ne s’agit pas de noyer le poisson (ce que les anglophones appellent le « *whataboutism* ») car les crimes de l’un n’effacent pas les crimes de l’autre.

Pour un grand nombre de médias qui suivent les préférences idéologiques des dirigeants les causes humanitaires sont corrélées aux positions géopolitiques. Il s’agit de dénoncer les crimes et le cynisme des ennemis tout en passant sous silence son propre cynisme criminel. On dénonce la Biélorussie, effectivement ignoble, à bon compte et l’on oublie la misère et la cruauté dont nous sommes responsables. Rien de nouveau sous le soleil, il s’agit du phénomène que Herman et Chomsky avaient appelé, dans leur ouvrage sur la *Fabrication du consentement* des « victimes dignes d’intérêt et non-dignes d’intérêt » (worthy and unworthy victims). L’UE qui se présente en chevalier blanc moral non seulement soutient l’extrême droite en Pologne mais opte pour la cécité volontaire lorsqu’il s’agit des morts qu’elle, avec les États-Unis bien sûr, cause par sanctions et refus d’aides interposés. Elle est en bien mauvaise posture pour dénoncer l’hypocrisie des autres (autres qui ne sont pas non plus dépourvus d’hypocrisie).

*Paru dans la revue Recherches internationales,* *http://www.recherches-internationales.fr*

Chroniques du règne de Manu 1er , dit l’Eploré

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

Lorsqu’arriva le onzième jour de ce mois de novembre, où il était depuis plus d’un siècle coutume de commémorer l’armistice de la Grande Guerre, le Roy, dans un sublime élan de son cher emmêmetantisme, entendit rendre hommage à un compagnon du vieux roi Carolus de Gaule, plus connu sous le surnom de Mongénéral, qui venait de passer de vie à trépas et qui s’était bellement illustré au cours de l’autre guerre, qui avait suivi celle qu’on appelait aussi Quatorze-Dix-huit . A peine le brave fut-il roide que Sa Grande Récupération ordonna qu’on lui rendît en Sa présence les derniers honneurs au Mont-Valérien, de sorte qu’en ce jour du onze novembre, Notre Poudreux Freluquet réunissait dans un même hommage son très cher maréchal Pétun et celui qui l’avait combattu sans relâche, lorsque ce monsieur Pétun avait livré notre pays à Herr Adolf et à ses troupes de barbares. Les gazetiers furent en émoi : le Roy se mit à pleurer lorsqu’arriva, porté par de jeunes recrues, le catafalque du vieux compagnon de la Libération. N’était ce point le signe de la grandeur d’âme de ce souverain ? Quelques médisants osèrent faire remarquer qu’une étrange odeur d’oignons s’échappait du mouchoir avec lequel Notre Lacrymal Freluquet s’était délicatement essuyé le coin de l’œil et tamponné le nez. D’autres qu’on avait enfin la raison de la voix grave et sépulcrale avec laquelle Sa Grandiloquente Cabotinerie s’était adressée à son vil peuple deux jours auparavant : Son Altesse était tout bonnement enrhumée !

Le Tout-Lutèce assista aux cérémonies, comme c’était de coutume. Le Roy commit cependant un oubli fort fâcheux : on avait tout bonnement négligé d’inviter les dignitaires de la Grande Mosquée, et c’était là chose inouïe. La Grande Guerre avait vu bon nombre de soldats mahométans venus des lointains territoires de la vieille République aller se faire trouer la peau dans les épouvantables tranchées. Las ! L’épidémie de haine contre les Mahométans continuait de faire des ravages et cet oubli fâcheux sonnait comme un gage donné au vicomte de la Zizanie, dont la dysenterie nauséabonde ne cessait de se déverser aux quatre coins du pays, abondamment relayée par les zélés gazetiers de l’hôtel de Céniouze, aux ordres du baron de la Baulorrhée. Quel était donc le dessein poursuivi par ce Très-Riche ?

La Reine-Qu-On-Sort, Dame Bireguitte Ravalée de la Façade, eut les honneurs de la Gazette de l’Univers. On y loua son bon goût – n’avait-elle point fait rénover à grands frais – ceux des Riens et des Riennes tous les salons du Château dont les tapisseries sentaient l’herbe à Nicot afin de faire de ce lieu un doux et tendre cocon ? – et sa finesse d’esprit. Elle était à n’en point douter l’éminence grise de Notre Poudreux Chérubin, bien qu’elle s’en défendît grandement. Les gazetiers, tout dévoués à dresser de la Reine le portrait le plus flatteur qui fût – obéissant en cela à leur maitre, le baron du Fiel, dont l’épouse était fort amie avec Dame Bireguitte, ne pipèrent mot des manigances de la souveraine afin de proposer quelques menus services à sa bonne amie madame de Commèresan – qu’il ne fallait point confondre avec madame de Commèresan la Jeune, cette gazetière qui tenait un salon fort prisé par toutes les baronnes et les duchesses. Pour ce qui était de Madame de Commèresan l’ancienne, elle avait rendu moult et moult services à nos Pipolesques Altesses, et sauvé la mise du protégé du Roy, le Sieur de Grobras. Maintenant que cette entremetteuse était dans l’embarras, il n’était que courtoisie que la Reine ne lui retournât ses bonnes grâces. Dame Bireguitte était un parangon de vertu, de bienfaisance et d’humilité. Sa vêture toujours si modeste en attestait. Le Grand Ensoutané ne se ferait point prier pour la canoniser de son vivant.

Un Haineux, le baron de l’Odieux, laissa libre cours à ses méchantes lubies : il fallait laisser les gueux qui tentaient de forcer les portes de l’Europe mourir de froid. Cela se passait dans un salon d’une Lucarne Magique. Les gazetiers le reprirent fort mollement. Un des leurs, monsieur de Folourit, n’avait-il point argué qu’il fallait en sus leur tirer dans le tas ? La gazette où officiait monsieur de Folourit, la gazette du Perruquier, venait de faire une première page pour jeter l’opprobre sur ces fainéants de maitres et maitresses des escholes, qui passaient leur temps à gaver les cervelles des bambins d’idées immorales et séditieuses. Que ne leur apprenait-on au contraire à chérir l’esclavage et la traite négrière, à réclamer à cor et à cris que fût rétabli le châtiment suprême, à battre comme plâtre et à emprisonner les déviants, à vénérer la chasse comme un aimable passe-temps ?

Ainsi en allait-il au Royaume du Grand-Cul-par-dessus-Tête.

*Paru dans* [*https://joursheureux.blog*](https://joursheureux.blog)

Le 15 octobre, le pouvoir hexagonal s’est déballonné

*Par Patrice Perron*

Le15 octobre 2021 était le jour anniversaire de l’assassinat de Samuel Paty. Le ministère de l’Éducation Nationale n’a rien proposé de plus que de laisser chaque enseignant se débrouiller tout seul dans sa classe, au risque de ne rien pouvoir faire ou d’être confronté à des refus, soit d’en discuter, soit de ne pas respecter la minute de silence, soit de se faire agresser. Les modalités de cette célébration sont un peu minables en regard de l’enjeu pour le pays et pour notre liberté. Plus grave, est l’attitude du pouvoir, de l’exécutif comme l’on dit. Il n’y a pas eu de mot d’ordre national qui aurait réglé le problème : par exemple appliquer une minute de silence à l’échelle du pays. L’annonce aurait été solennelle et aurait libéré les enseignants de toute angoisse.

Si je parle d’une décision nationale qui aurait dû être promulguée, je ne peux m’empêcher de me rappeler du discours de Robert Badinter il y a quelques jours pour commémorer les 40 ans de l’abolition de la peine de mort : « Tant que dans le monde, on pendra, on gazera, on décapitera, on lapidera, on fusillera, toutes celles et ceux qui considèrent le droit à la vie comme un absolu moral, doivent poursuivre leur combat ». Cette cérémonie s’est faite à l’initiative du président de la République, un certain Emmanuel Macron, qui quelques jours après, pour célébrer la mémoire de Samuel Paty, n’a même pas eu le courage, la fierté, et surtout, l’honneur de décréter une minute de silence pour tous les citoyens dans l’ensemble du pays. Ce qui montre le décalage terrible entre le discours et la réalité des faits. Emmanuel 1er et ses sbires se sont déballonnés devant les terroristes, comme souvent la hiérarchie de l’éducation nationale le fait. Pourquoi ? Pour ne pas faire de vagues. Se coucher plutôt que se lever.

En ce 15 octobre, à 13h05, Nathalie, une auditrice de RTL, est intervenue, pour dire à l’antenne toute sa colère et son incompréhension à ce sujet, pensant même, à l’observation des faits, que Robert Badinter avait été instrumentalisé par Jupiter, dans la perspective de l’élection à venir. Elle ne comprenait pas cette absence de mesure nationale, ce renoncement du pouvoir. Un autre intervenant, un enseignant, disait devoir expliquer à des élèves récalcitrants, que la minute de silence s’appliquait debout.

Le mot « debout » prend aujourd’hui tout son sens : pour être debout, il faut se lever. Se lever pour combattre, contre le nazisme comme l’ont fait les résistants, (souvenons-nous des hommes de l’île de Sein, les premiers à rejoindre De Gaulle à Londres), pour lutter contre le terrorisme, mais se lever aussi pour célébrer un évènement. Chaque citoyen se lève, se met debout, pour célébrer la mémoire d’un disparu, (ou de sa mère par exemple), pour chanter son hymne, pour assister à la signature de mariage des nouveaux époux sur le registre de la mairie, pour répondre de ses actes devant un tribunal et pour respecter une minute de silence quel qu’en soit le motif. Debout.

A 13h11 ce jour-là, à la fin des interventions sur ce sujet, j’ai éteint la radio, je me suis levé de table (je déjeunais) et les yeux fixés sur l’horloge, j’ai appliqué la minute de silence en me tenant bien droit, une large minute pour être sûr de ne pas l’amputer de quelques secondes, puis j’ai terminé mon repas en silence avant de venir écrire cette page. Dans le calme introspectif de ce moment, je n’ai pas pu m’empêcher de me dire que Jupiter, aussi prompt à s’inscrire dans le sillage de Robert Badinter pour ce qui relève des intentions politiciennes, s’est juste déballonné, (lui, ses ministres et ses conseillers), en ce qui concerne la mise en œuvre et l’application concrète de mesures à même de démontrer sa capacité à être debout face à l’ennemi, quel qu’il soit. De plus, ce comportement n’est visiblement pas passé inaperçu aux yeux d’une partie de nos concitoyens. Et c’est tant mieux.

Les rois du non-sens

*Glané sur le net par Jean-Claude Laforgue*



« La résistance au changement » : analyse critique d’un poncif

*Par* ***Sebastien Bertho***

Notamment issu de la psychologie sociale et de la psychologie du travail, le postulat de la résistance au changement comme phénomène naturel des sujets et groupes humains a pour étayage un panel d’arguments : la peur d’affronter l’inconnu, une mauvaise compréhension des enjeux, des postures conservatrices, une communication défaillante dans l’entreprise… Autant d’éléments qui n’ont en fait rien de naturel.

Happée par des discours politiques et managériaux depuis des décennies, la soi-disant résistance appelle, pour la détourner, à témoigner de davantage de pédagogie ou à manier une meilleure communication en faveur du changement. Proposons ici quelques ponctuations sur ce thème. Penser que l’on peut résister au changement – à tout changement – s’avère partiellement illusoire, d’autant plus si l’on croit que la résistance – elle aussi au singulier – puisse être d’un seul tenant. La perception du changement comme étant par essence positif, progressiste, est souvent corrélé à ce postulat. Des formes de résistance plurielles, pas toujours concordantes, partiellement homogènes face à des changements eux aussi pris dans des contradictions, correspondent davantage à ce que tout un chacun peut expérimenter. Parler de résistances à certains changements permet d’appréhender davantage la complexité de ce qui se joue en matière de luttes sociales, de tensions institutionnelles ou même de guerres intra-familiales.  La résistance au changement positionne de facto le résistant dans la posture du conservateur, porteur d’un certain désir de statu quo. Penser en termes de résistances à des changements permet de pointer que tout positionnement – résistant y compris, donc – est porteur de dimensions idéologiques nouées à des logiques inconscientes, partiellement alliées à certaines et opposées à d’autres.

Dès lors que les acteurs ou destinataires du changement ne sont pas ou peu associés à la construction de ses contours et de son contenu, il semble fort probable (voire souhaitable) que des formes de résistance apparaissent à l’endroit des projets proposés/suggérés/imposés. La co-construction des projets (institutionnels, d’accompagnement, de l’enfant…) ou le renouveau des formes de gestion coopérative (SCP, SCIS…) nécessitent que les différents acteurs s’impliquent de façon effective dans les processus de changement, à changer au moins partiellement le changement.

Invoquer la résistance au changement constitue l’une des stratégies discursives régulièrement mobilisées par les groupes sociaux en position hégémonique [A. Gramsci]. A savoir exposer certaines options (politiques, institutionnelles…) comme relevant du changement non interrogeable puisque supposé répondre à des logiques indépassables et non réfutables (les lois, naturalisées voire déifiées, de l’économie de marché par exemple). S’ensuit une homogénéisation de toute forme d’opposition considérée comme résistance. Laquelle résistance pouvant se voir affublée d’une batterie langagière empruntée à la psychologie, ou plutôt au psychologisme (fantasme, déni de la réalité, paranoïa, persécution…).

Clause non accessoire : la résistance n’est pas nécessairement mortifère. Postulons que l’un des moteurs des sociétés, des cultures, des institutions ou groupes s’origine dans les luttes entre les forces qui y existent. C’est le fruit de ces tensions dialectiques qui insufflent les dynamiques. Rares sont les changements significatifs qui n’ont pas été bâtis au cœur de luttes, désaccords, oppositions plus ou moins explicites et antagonistes. La résistance est donc une composante difficilement contournable, voire démocratiquement souhaitable de tout processus de changement, un moteur et non un frein, une condition nécessaire et non pas une conséquence dommageable. L’Histoire regorge de périodes où des résistances ont été salutaires sinon salvatrices. Une époque ou une institution qui fantasment l’abolition sinon l’écrasement des formes de résistances, partielles ou totales, comportent un potentiel totalitaire auquel il est urgent de … résister !

*Texte paru dans www.pratiques-sociales.org*

Les trouvailles d’Agnès Bihl

*Glanée sur le net par* ***Agnès Bihl***



Comment le Président Macron a légalisé l’immense richesse illégale de l’Église

*Par Charles Arambourou*

Jésus ou Crésus ? « *Nul ne peut servir deux maîtres* » (Matthieu, 6 : 24) : vraiment ?

La fourchette haute de l’estimation étant sans doute proche du milliard d’euros. Ainsi l’ensemble du patrimoine immobilier détenu par l’Eglise en France pourrait représenter plusieurs milliards d’euros. Voilà qui donne la mesure du cynisme de M. de Moulins-Beaufort, président de la conférence épiscopale des évêques, lorsqu’il gémissait, à l’idée de devoir indemniser les centaines de milliers de victimes des pédophiles dans l’Eglise : « *Toutes nos ressources, ce sont des dons des fidèles. Nous n’avons aucune autre ressource. (…) L’immobilier ne nous rapporte pas, il nous coûte. (…) Nous n’avons pas d’argent caché dans des caves »*(France-Info, 6 octobre 2021). L’épiscopat a, depuis, admis devoir assumer la charge de l’indemnisation sur les seules ressources ecclésiastiques et un éventuel emprunt. Trop tard, car le scandale éclate aujourd’hui : il y avait plein « d’argent caché » dans le patrimoine immobilier de l’Eglise.

« *Que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite* » (Matthieu, 6 :3)

L’enquête parisienne de Radio-France révèle un système étonnamment simpliste de dissimulation du patrimoine : plus de 80 SCI, dirigées par « l’association immobilière du diocèse de Paris ». C’est si transparent qu’on se demande bien comment le fisc et l’administration ont pu ne pas voir : sauf à fermer les yeux ! Toujours selon la même source, dans les années 90 il y aurait eu pas moins de 600 structures juridiques différentes dans ce seul diocèse, dont « *un grand nombre détenait un patrimoine immobilier, et pour certaines, un patrimoine financier* ». Autrement dit, à la fois une externalisation et une atomisation de la richesse de l’Eglise. Pour mettre à gauche, il faut que la main droite ignore… Or il existe 103 diocèses (ou archidiocèses) en France métropolitaine, plus la prélature de la Mission de France, et le diocèse aux armées, et 8 diocèses outre-mer. Leurs ressources et leurs patrimoines varient forcément, mais la dissimulation financière et l’atomisation juridique sont multipliées d’autant.

Comment éviter de « *rendre à César ce qui est à César* » (Marc 12 : 17, Matthieu 22 : 21, Luc 20 : 25)

Expliquons l’entourloupe. La loi du 9 décembre 1905, en son art. 19, dispose que les associations cultuelles « *devront avoir exclusivement pour objet l’exercice d’un culte* ». Ce qui excluait toute autre activité, notamment commerciale, lucrative, médiatique, etc. Mais Dieu y a pourvu. En effet, les « associations diocésaines », autorisées en 1924 par le Vatican après 18 ans d’interdiction aux catholiques, ont été considérés par le Conseil d’État(1) comme conformes à la définition des associations cultuelles. Avis curieusement complaisant, puisque leur objet n’inclut plus l’exercice du culte, mais se voit généreusement élargi à ses « *frais et à* [son] *entretien* ». Entorse à « l’exclusivité » cultuelle imposée par la loi de 1905 : les diocésaines peuvent ainsi se consacrer pleinement à la collecte des ressources, du moment qu’elles sont qualifiées « catholiques ». Une fois de plus, l’Église a roulé la République.

Deuxième « divine surprise » : la « loi » Pétain du 25 décembre 1942 (Noël pour l’Église !) modifiant l’art. 19 de la loi de 1905 a doté les associations cultuelles de la capacité à recevoir à titre gratuit les produits de dons et legs « [destinés] *à l’accomplissement de leur objet ou* [grevés] *de charges pieuses ou cultuelles*». Pour des raisons historiques évidentes, c’est à l’Église catholique, traditionnelle bénéficiaire de beaucoup de donations diverses, que profitait la mesure. On comprend le soutien de l’épiscopat au régime de Vichy.

Cependant, la capacité à recevoir des biens immobiliers par dons et legs restait limitée par l’exclusivité de l’objet cultuel des associations de la loi de 1905. En effet, ces biens sont rarement en rapport avec le culte, et dans beaucoup de cas lucratifs voire luxueux : la stricte application de la loi aurait conduit à les vendre, donc à renoncer à une source de revenus quasi- inépuisable. D’où un ingénieux système de contournement de la loi, consistant à « passer par une SCI ou une autre association » contrôlée, qui devient propriétaire de l’immeuble, lequel n’apparaît donc pas dans les comptes du diocèse. Montages par sociétés écrans dignes des escrocs les plus habiles, et qui dure depuis 79 ans (Pétain), sinon 116 (1905) ! Ce n’est donc pas pécher que d’arnaquer la République. Questions naïves au Gouvernement : 1° ces transactions donnaient-elles lieu à perception de droits de mutation ? 2° Les immeubles afférents acquittaient-ils bien l’ensemble des impôts fonciers (dont sont exemptés les biens dévolus au culte) ?

Par la loi du 24 août 2021, Macron a réparé « *le lien abîmé » entre l’Église et l’État* .

Les Gouvernements successifs de la République, qui rencontrent régulièrement l’épiscopat depuis 2002 (Jospin), étaient tous au courant de cette entourloupe cléricale. Mais l’Église craignait à juste titre l’insécurité juridique et fiscale de ses combines. C’est donc d’un commun accord que notre Président, si proche de l’épiscopat, est convenu avec l’Église de légaliser l’illégalité. Il suffisait de modifier la loi de 1905 pour autoriser les associations cultuelles à conserver et exploiter les immeubles reçus à titre gratuit : commerces, logements, hôtels particuliers, etc.

La première tentative eut lieu dès le début du quinquennat, avec l’art. 38 du projet de loi « pour un État au service d’une société de confiance » : l’UFAL l’avait alors dénoncée, comme plusieurs associations laïques. La commission des lois de l’Assemblée Nationale l’avait renvoyée à plus tard. La deuxième fois, en fin de quinquennat, fut la bonne. Malgré les avertissements de l’UFAL et des associations laïques, la loi « confortant le respect des principes de la République » fut l’occasion pour le Gouvernement de tripatouiller sans vergogne la loi de séparation : un nouvel art. 19-2 (art. 71 de la loi du 24 août 2018) autorise dorénavant les associations cultuelles notamment à « *posséder et administrer tous immeubles acquis à titre gratuit* ». Le tour est joué : un immense patrimoine lucratif sort enfin de « l’économie grise » ! Le Président Macron a ainsi parachevé l’œuvre de Pétain. L’Église catholique reste un business immobilier juteux : l’enquête citée de Radio-France montre que ce n’est pas une invention de bouffeurs de curés.

Dans l’affaire, le ministre de l’intérieur Gérald Darmanin se sera couvert de gloire, en affirmant contre toute évidence que la nouvelle disposition ne profitait pas spécialement à l’Église catholique, et en imaginant, toute honte bue, que de riches donateurs pourraient à l’avenir faire don à une association cultuelle musulmane de biens immobiliers, qui,… etc. Comparé à des siècles d’acquis immobiliers de l’Église, toujours accrus par les donations, c’est ce qui s’appelle se moquer du monde –et en l’occurrence mentir au Parlement. Décidément, certains cultes sont « plus égaux que les autres » pour le pouvoir actuel. La loi du 24 août 2021 aura ainsi « conforté l’Église catholique » en légalisant le riche patrimoine immobilier lucratif qu’elle est seule à posséder.

*Article paru sur le site de l’Union des familles laïques www.ufal.org*

Les échecs de la recherche

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



Flux migratoires, à qui la faute ?

*Par José Barros*

Ces images qui nous passent par la fenêtre de la télévision et nous montrent les flux incessants d'émigrants que l'on peut appeler des exodes répétitifs de populations est émouvant et insupportable ! Toujours émouvants mais aussi insupportables surtout quand tant rt tant de fois ces parcours entraînent des pertes humaines comme celles d'hier où de nombreuses vies ont terminé leur parcours dans la tentative de traversée entre Calais et l'Angleterre ! À qui la faute de ces exodes ? Est-ce de Moïse, qui est enregistré dans notre imaginaire comme étant l'un des premiers «passeurs» qui entraina derrière lui une foule de citoyens qui s'expatria d'Égypte ? Ou est-ce l'Égypte antique parce qu'elle est aussi connue dans notre imaginaire comme l'une des premières régions connues pour un grand Exode ?

Ce' qui n’est pas possible, c’est que c’est la faute aux immigrés Les immigrés, qui portent déjà le poids d'être expatriés, lorsqu'ils sont contraints de fuir la famine, l'oppression ou la guerre, ne peuvent pas non plus être coupables d'avoir échappé à ces fléaux ! Un émigré, les millions d'émigrés qui ont été contraints à demander l'asile, chacun d'eux a une raison aussi simple que celle de fuir la misère ; l'oppression ou la guerre... Parce que personne n'émigre pour le plaisir ! Personne ! Il y a toujours une raison et il y a toujours des fautes, mais ce n'est pas la faute de ceux qui émigrent.

Et nous, les habitants de ce périmètre de la planète où la vie est encore possible, nous ne pouvons accepter ces mensonges venant surtout des apologistes de l'extrême droite qui nous disent que les émigrés ne peuvent plus recevoir un accueil de privilégiés leur permettant d'accéder à tous les droits et quelques autres en plus parce que ces avantages deviennent un leurre incessant ! Ce n'est pas vrai... Les raisons de ces flux migratoires ont d'autres réalités que le soi-disant appel propagé.

Les Portugais, surtout ceux qui ont émigré, connaissent très bien les réalités de l'émigration. Ils connaissent les angoisses du départ, les angoisse de tout un parcours de traversée dans la clandestinité avec les risques d’y perdre la vie et enfin les difficultés pour intégrer un nouveau monde inconnu... Ce sont des milliers de Portugais qui connaissent ces réalités et des milliers d'histoires qui resteront à jamais à raconter mais aussi beaucoup déjà racontées comme celle-ci qui nous raconte Álvaro Morna dans son livre «Le Chemin de la liberté» où ce matin d’août il s'est levé «ce jour-là prévu pour le départ». «Raconter en toute rigueur mon histoire (nous dit Álvaro Morna) a été pour moi une façon de raconter aussi des milliers d'autres histoires vécues par les jeunes Portugais qui ont refusé de partir pour une guerre contre le cours de l'histoire.»

Le Meilleur des iMondes

*Par Jacques-Robert Simon*

5. American Glavlit

Donald Bokanovsky, le dirigeant de California, tente de mettre au point un virus activable par des ultrasons. Pour tenter d’obtenir des fonds, il tente d’entrer en contact avec Dick Pompeo ‘Supreme Chief of the World’ par l’intermédiaire d’une tout jeune fille Sarah qu’il connaît. L’École Supérieure de Chimie de Paris (ESCP) était le lieu où la plupart des chimistes européens de talent se trouvaient. Le presse-purée moléculaire, le nano-inducteur systémique à géométrie fractale, les microstructures photovoltaïques à rendements modulables, entre beaucoup d’autres choses, avaient été tous découverts à l’École. L’ambiance mêlait l’immense sérieux nécessaire à l’édification de nouveaux concepts, la synthèse de molécules inédites, et une décontraction loin des pesanteurs quelquefois jugés indispensables par certaines institutions. Cinq prix Nobel y professaient dans des domaines aussi différents que la chimie systémique, les nanoparticules géantes ou les cristaux visqueux inorganiques. Leur aura attirait maints jeunes talents venus des quatre coins du monde. Donald Bokanovsky savait que Dick Pompeo fréquentait assidûment un petit bar de la rue Lhomond, ‘Le Milano’ où il rejoignait souvent une toute jeune femme, presque une adolescente, qui se prénommait Sarah.

Personne ne connaissait la nature des relations entre le sexagénaire arrivé au fait de sa carrière et cette frêle créature. Elle faisait une thèse à l’ESCP toute proche. Le sujet de sa thèse : ‘Formation et stabilité des vésicules incluant des pigments ioniques. Elle était peut-être un moyen de parvenir de prendre langue avec Dick. Il n’avait aucune chance d’y arriver seul, cet important personnage était très probablement entouré de très discrets gardes du corps, il devait être bardé de capteurs permettant de caractériser les étrangers par leur sudation. Il décida d’y envoyer sa fille cadette Domitille. Elle était journaliste pigiste au ‘Messy Facts of the Day’. Elle s’occupait en particulier de la sexualité adultérine des Inuits qui se révéla être exceptionnellement intense. Sa fille était à peine plus âgée que Sarah mais elle connaissait les recoins les plus secrets de l’âme humaine. Elle militait aussi activement pour la cause féminine, les droits des poly-sexuels (2 à 5, plus sur autorisation des autorités religieuses), la possibilité de changer de genre en fonction de la météo.

Donald se rendit vers 20 heures au bar ‘Le Milano’ en compagnie de sa fille qui était particulièrement éveillée aux choses de la vie, mais elle aimait aussi la Chimie. Ils s’assirent à une table devant deux cafés-crème. Ils savaient que Sarah n’allait pas tarder.
La salle était toute petite et presque déserte. Il ne se passa pas une demi-heure avant que Sarah Deville n’entre. Elle s’assit pas très loin et commanda une bière. Après quelques échanges banals sur l’actualité du jour, les pédophiles, les femmes battues, les quotas féminins pour la réalisation de films, les meurtriers en série, Donald dit à sa fille :«Tu as dû mettre trop de phosphatidylcholine, faut pas abuser sur le jaune d’œuf.» «T’inquiète papa, c’est ma thèse, c’est pas la tienne, je commence à en avoir ras les basquettes des boomers comme toi, on fait plus la Chimie comme dans le temps !!!» Sarah entendit et se tournant à demi, elle dit à Domitille : «Vous êtes chimiste ?» «J’essaie… mais je fais surtout du journalisme… et je milite… je collectionne les timbres anciens… je fais du karaté…je suis aussi ‘sensitivity reader’.» Sarah manifestement ne connaissait pas les ‘sensitivity readers’. « C’est une nouvelle profession, je lis méticuleusement les livres avant publication pour relever les passages qui risqueraient d’être perçus comme offensants envers les communautés minoritaires, religieuses, ethniques, culturelles, sexuelles…» «C’est comme le Glavlit en somme.» «???» «La censure en Union Soviétique… dans les années 1930… Ça a duré plusieurs dizaines d’années. On décidait des auteurs à publier ou à bannir…» «Mais nous ne sommes pas dans un pays communiste, totalitaire, on est dans un pays démocratique, du datif ‘dem’ comme dans ‘So kommst du mit dem Jungen in Kontakt’ et -ocratie comme dans arist-ocratie, clept-ocratie, ochl-ocratie, porn-ocratie, thalass-ocratie, conn-ocratie… Tout le monde peut s’exprimer librement, sauf bien sûr les terroristes.» «Les islamistes ?» «Bien sûr les islamistes, enfin ceux qui n’ont pas été désintégrés par nos drones. Mais il y a aussi les racistes, les homophobes, les sexistes, les gens de l’ancien monde, les hommes quoi ! À quoi servent-ils d’ailleurs les hommes depuis qu’on sait congeler les spermatozoïdes, 150 millions d’un coup, qu’on peut trier à tête reposée… En encore la technique entièrement de synthèse de gamètes in vitro à partir de beurre de cacao et d’ammoniaque est presque au point. Vous pensez pas qu’on va garder les hommes pour leur humour et les émois qu’ils pourraient susciter. Maintenant qu’on est leurs égales, c’est quand même pas par plaisir qu’on va se les coltiner. On va peut-être en garder quelques uns, les plus virils, pour pouvoir leur coller une dérouillée aux combats mixtes de lutte tchéchène. Et depuis les escalators et les valises à roulettes, on peut même voyager sans avoir à se coltiner 1m80 de blagues oiseuses et d’odeurs d’aisselles. «Vous êtes hétérophobe ?» «C’est vrai, je n’ai jamais compris pourquoi les femmes ne se reproduisaient pas par scissiparité, ça nous aurait évité les migraines, les simulations, les poils dans l’évier… surtout que maintenant qu’on peut payer des artisans au noir, le petit bricolage, on assume.» «Et la biodiversité ?» «No problem ! Les bases puriques et pyrimidiques, les liaisons hydrogène, les polymérisations, les acides aminés : on sait tout faire, tout mélanger, tout produire. On nous demanderait de faire un connard de base ou un polytechnicien, on le ferait sans problèmes avec un certificat de garantie de 10 ans contre le Covid-19 pour les voyages en Chine.\*» Le contact était pris. Mille autres sujets de discussion allaient pouvoir être trouvés. *(à suivre)*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

